

25.09.2018 – 10:15 Uhr

## **Novartis veut supprimer 1700 places de travail en Suisse: un coup dur pour l'industrie suisse**

*Olten (ots) -*

Novartis veut supprimer un nombre important de postes de travail en Suisse. Avec une telle mesure, le groupe inflige aux employés, à l'économie suisse ainsi qu'à lui-même un tort massif.

Les rumeurs qui ont inquiété les collaborateurs de Novartis depuis un certain temps se confirment aujourd'hui. Le groupe prévoit de supprimer 1700 places de travail jusqu'en 2022. De toute évidence, Novartis veut également appliquer le principe des génériques chez ses propres employés : même effet pour un plus petit prix. Avec cette ordonnance, Novartis s'attend à des gains encore plus élevés. Pour les employés en Suisse, la branche de l'industrie pharmaceutique, l'ensemble de l'économie exportatrice suisse, cette décision a des effets secondaires très douloureux et graves.

L'industrie pharmaceutique est un pilier porteur de notre économie

Etant donné l'importance de l'industrie pharmaceutique pour l'économie suisse, on pourrait supposer que Novartis, un des deux plus gros players de la branche, est conscient de sa responsabilité vis-à-vis de la place industrielle suisse. Désormais, on en doute toutefois. Sans nécessité, des emplois qualifiés doivent filer vers des pays à bas coûts. « Nous ne permettrons pas à Novartis de démanteler la place industrielle bâloise », déclare Christof Burkard, responsable du partenariat social chez Employés Suisse. Selon les données de BAK Economics, les prévisions pour la branche de l'industrie pharmaceutique sont très positives pour l'année 2019. L'institut en recherche conjoncturelle prévoit une croissance de 5 % de la création de valeur brute réelle. « Dans ce contexte, supprimer des emplois est irresponsable. Nous n'allons pas abandonner à leur sort les employés de Novartis et avec l'association des employés Novartis ainsi qu'avec la représentation du personnel tout faire pour maintenir et garantir l'emploi en Suisse chez Novartis », ajoute Christof Burkard.

Des effets douloureux

Employés Suisse doute fortement que la mesure est l'effet souhaité chez Novartis, ceci pour les raisons suivantes :

- Beaucoup d'investisseurs exigent désormais une responsabilité sociétale des entreprises, tout autant vis-à-vis des employés en Suisse tout comme qu'en ce qui concerne les conditions de travail dans d'autres parties du monde. Des comportements non éthiques conduisent à long terme à un désavantage concurrentiel sur le marché des capitaux.
- La délocalisation d'emplois ne garantit pas automatiquement une amélioration des coûts. Les contrôles de qualité, la mise à niveau de nouveaux collaborateurs, l'adaptation aux exigences législatives, les fluctuations ou encore les coûts des mesures d'accompagnements en cas de licenciements génèrent également des coûts importants.
- Les employés qui font le succès de l'entreprise sont démotivés et le climat au sein de l'entreprise se détériore.
- Avec sa manière d'agir insensible, le groupe met en danger sa réputation.

Employés Suisse demande à Novartis d'assumer ses responsabilités vis-à-vis de l'industrie suisse

Employés Suisse demande à Novartis de renoncer à cette délocalisation très importante d'emplois, d'assumer sa responsabilité vis-à-vis l'industrie suisse et d'offrir une perspective sur le long terme aux employés. Si toutefois, des licenciements devaient être prononcés, les désavantages économiques y relatifs pour les personnes concernées devraient être pleinement compensés.

Une restructuration si importante prévue par Novartis a une dimension politique. Il faut cesser de répondre à la concurrence internationale, à la numérisation et à l'accès à la main-d'oeuvre qualifiée en délocalisant. Les défis doivent bien plus être abordés avec une politique des employés. Il faut investir dans la formation ainsi que la formation continue et les entreprises sont dans l'obligation de donner les moyens à leurs travailleurs de se

qualifier pour les changements.

Dans le contexte de la réforme de l'imposition des entreprises, Employés Suisse se demande en outre si le management de Novartis est conscient qu'en prévoyant une telle réduction de places de travail, il met fortement en danger la réforme. En effet, pourquoi le peuple suisse devrait-il accepter des déductions fiscales lorsque malgré tout des places de travail disparaissent.

Depuis bientôt 100 ans, Employés Suisse est la voix des employés de la classe moyenne et représente leurs intérêts au sein de la politique et des entreprises.

Dans le cadre du partenariat social, de manière constructive et fiable, l'association s'engage en faveur de bonnes conditions de travail, de salaires équitables et d'emplois sûrs, pour le bien de la société et de l'économie.

Employés Suisse propose à ses membres une offre complète et adaptée à leurs besoins en matière de formations continues, de conseils, de prestations et d'informations - pour encourager leur développement personnel. Pour plus d'informations : [www.employes.ch](http://www.employes.ch)

Contact:

Virginie Jaquet, communication Employés Suisse, 044 360 11 43

Christof Burkard, responsable du partenariat social Employés Suisse,  
044 360 11 59 ou 079 768 58 98.

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100006251/100820222> abgerufen werden.